

*Affaires courantes*

propose le gouvernement et que certains ont appelée la taxe du pauvre Samaritain ou TPS.

Plusieurs centaines de pétitionnaires de localités de ma circonscription comme Hawkesbury, Vankleek Hill, L'Orignal, Plantagenet et d'autres endroits merveilleux que j'ai l'honneur de représenter, m'ont demandé de déposer cette pétition qui demande au gouvernement, pendant qu'il est encore temps, d'abandonner son plan stupide consistant à imposer une taxe sur pratiquement tous les produits et les services.

**M. Joe Fontana (London—Est):** Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le devoir de présenter au Parlement cette pétition demandant au gouvernement de retirer la TPS et le blâmant de taxer l'éducation. À la lumière de ce que disait le premier ministre aux Nations Unies et de ce que disait le ministre de la Santé du bureau de l'enfance, le gouvernement pourrait peut-être commencer par supprimer la TPS sur tout ce qui touche l'enseignement.

[Français]

## LES MINEURS

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, je dépose en vertu de l'article 36 du Règlement une pétition provenant du Syndicat des Métallo (FTQ), de Malartic, en Abitibi, qui exige depuis 1965 que le statut du mineur soit reconnu par la loi au niveau du gouvernement du Québec; que la Loi sur l'assurance-chômage soit modifiée pour assurer des prestations complémentaires d'assurance-chômage lors de la fermeture d'une mine; que la Loi sur l'assurance-chômage soit modifiée pour que des allocations de déménagement d'une ville à l'autre couvrent tous les coûts assurés pour le travailleur mis à pied lors de la fermeture d'une mine.

[Traduction]

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est):** Monsieur le Président, je désire présenter à la Chambre cette pétition conforme à l'article 36 du Règlement. Elle concerne l'opposition que soulève d'un océan à l'autre chez les Canadiens la TPS et surtout son application aux publications.

Cette pétition vise à réaffirmer les principes historiques concrétisés dans l'exemption de taxe dont les publications ont toujours joui en conservant le taux de taxe nul dans la loi et les règlements d'application de la TPS.

Ces quatre pétitions sont signées par des gens de tout le pays et notamment de la magnifique province de l'Alberta et évidemment de la belle ville d'Edmonton.

• (1120)

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi d'avoir l'occasion de présenter aujourd'hui des pétitions conformes à l'article 36 du Règlement.

Les pétitionnaires qui habitent Kamloops, Chase, Clearwater, Little Fort, Savona et diverses autres localités sont très inquiets parce que le gouvernement semble encore décidé à appliquer sa taxe très impopulaire sur les produits et services à laquelle ils s'opposent pour une foule de raisons.

Ils demandent au Sénat dominé par les libéraux de faire le nécessaire pour empêcher qu'elle ne devienne une réalité.

Monsieur le Président, à propos d'une autre question, les pétitionnaires de Kamloops et de Chase, en Colombie-Britannique, font remarquer que le gouvernement a maintenant décidé de faire quelque chose de jamais vu jusqu'ici, soit imposer les publications.

Les pétitionnaires pensent que cette mesure est étrange, étant donné que le gouvernement s'inquiète tant du taux élevé d'analphabétisme dans le pays.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de faire preuve de bon sens et de tout simplement abandonner l'idée d'imposer les publications au Canada.

## VIA RAIL

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, à propos d'une autre question, des pétitionnaires indépendants de Kamloops pensent qu'à une époque où le prix du pétrole augmente et où les trains de voyageurs représentent le mode de transport de masse le plus écologique, le gouvernement devrait suivre l'exemple de la plupart des pays évolués du monde.

Les pétitionnaires veulent que le gouvernement élargisse le réseau de VIA Rail, investisse dans de nouveaux